

Greffe
du Tribunal de Commerce de
Amiens
Loic BERNARD, Greffier
BP 40201
80002 AMIENS CEDEX 1
Cpte SG 000 206 120 85 clé 47

**CERTIFICAT
DE DEPOT D'ACTES DE SOCIETE**

Concernant :

Sté CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE
PIC
2 boulevard Jules Verne
80080 AMIENS

Dépôt effectué par :

Banque CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE
DE PIC
2 boulevard Jules Verne
80000 AMIENS

Numéro RCS : Amiens B 383 000 692

<26538/2000B00350>

Dénomination sociale :

CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE PICARDIE

Pièces déposées le 20/01/2009	Numéro : 2090293
Extrait du procès-verbal du 30/12/2008 - Augmentation de capital	
Acte sous seing privé du 24/12/2008 Certificat depositaire de fonds	
Procès-verbal d'Assemblée Extraordinaire du 25/10/2008 - Augmentation de capital	
Rapport du Commissaire aux comptes du 16/12/2008	
Statuts mis à jour du 30/12/2008	

Le Greffier,





**Extrait des délibérations du Directoire
de la Caisse d'Épargne de Picardie
du 30 décembre 2008**

(...)

Exposé

Le Président du Directoire rappelle que :

- par résolutions en date des 13 novembre 2006 et 25 octobre 2008, les Assemblées Générales Mixte et Extraordinaire de la Caisse d'Épargne de Picardie ont décidé une augmentation de capital par émission de parts sociales et de CCI et ont délégué leur compétence au Directoire afin de procéder à cette opération et aux modifications statutaires qui en sont la conséquence.
- par délibération du 18 novembre 2008, le Directoire a décidé d'augmenter le capital social pour le porter de 124 955 400 € à 151 855 900 € par émission de 1 076 020 parts sociales d'une valeur nominale de 20 euros chacune et de 269 005 CCI d'une valeur de 20 euros de nominal chacun.

I. Réalisation de l'augmentation de capital

1. Le Directoire expose que toutes les parts sociales ayant été souscrites à titre irréductible et réductible et tous les CCI ayant été souscrits, le délai de souscription a été clos le 18 décembre 2008.
2. Les souscriptions ont été libérées en numéraire à concurrence de 5 380 100 euros et par compensation avec des créances liquides et exigibles des souscripteurs sur la Société à concurrence de 21 520 400 euros.
3. Les fonds provenant des souscriptions en numéraire ont été déposés à la CNCE, laquelle a délivré le certificat du dépositaire prévu par la loi le 24 décembre 2008.
4. Les libérations d'actions par compensation ont été constatées par un certificat du 19 décembre 2008 délivré par les Commissaires aux comptes de la Société au vu des arrêtés de comptes établis par le Directoire lors de sa réunion du 16 décembre 2008.
Les certificats susvisés sont annexés aux présentes.

Puis le Président propose au Directoire de constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital et la modification corrélative des statuts.

Après en avoir délibéré, au vu des pièces et documents présentés, le Directoire constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée par les assemblées générales mixte et extraordinaire des 13 novembre 2006 et 25 octobre 2008 à hauteur de 26 900 500 euros.

II. Modification des statuts

En conséquence, conformément aux pouvoirs qui lui ont été conférés par les Assemblées Générales Mixte et Extraordinaire des 13 novembre 2006 et 25 octobre 2008 à l'effet d'apporter aux statuts les modifications corrélatives, le Directoire décide de modifier l'article 6 des statuts comme suit :

Article 6 (ancien) :

« Le capital social est fixé à la somme de 124 955 400 €.

Il est divisé en :

4 998 216 parts sociales, de valeur nominale de 20 € chacune, intégralement libérées et toutes de même catégorie.

269 005 CCI, de valeur nominale de 20 € chacun, intégralement libérés et tous de même catégorie.

Article 6 (nouveau) :

« Le capital social est fixé à la somme de 151 855 900 €.

Il est divisé en :

- 6 074 236 parts sociales, de valeur nominale de 20 € chacune, intégralement libérées et toutes de même catégorie.
- 1 518 559 CCI, de valeur nominale de 20 € chacun, intégralement libérés et tous de même catégorie. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

III. Rapport complémentaire du Directoire à l'AGO

Le Directoire arrête les termes du rapport complémentaire relatif à l'usage de la délégation de compétence donnée par l'assemblée au Directoire, qui sera présenté à la prochaine assemblée générale ordinaire.

IV. Pouvoirs pour formalités

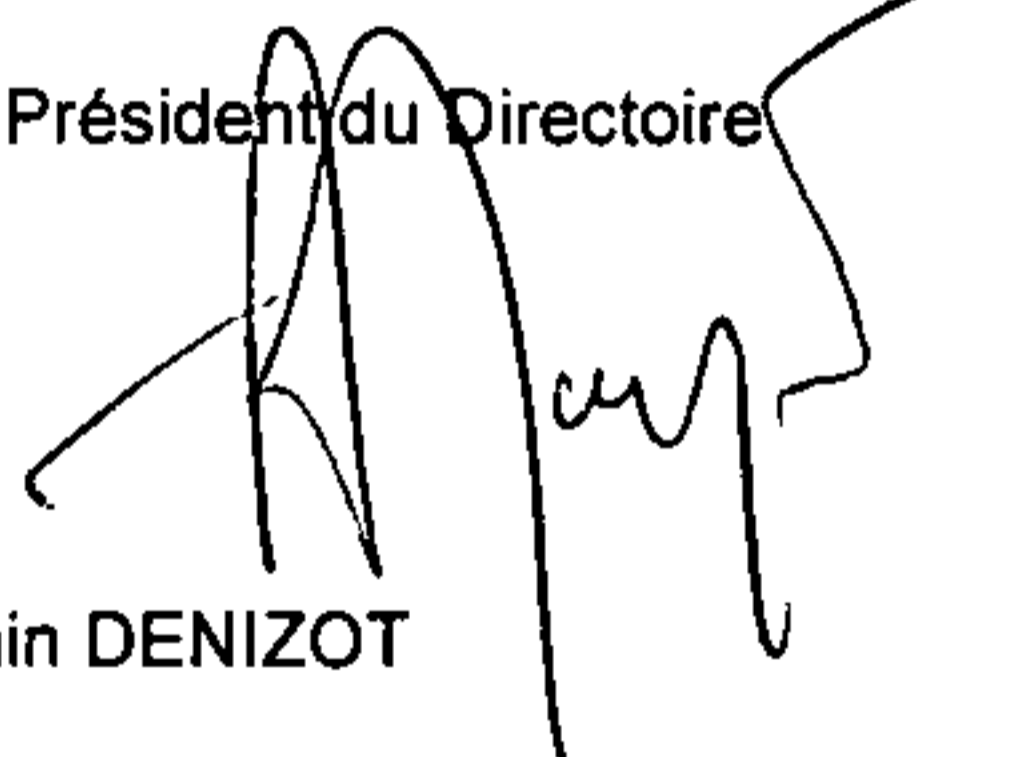
Le Directoire donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes délibérations à l'effet d'accomplir toutes les formalités requises.

(...)

Pour extrait certifié conforme.
Fait à Amiens, le 9 janvier 2009

Le Président du Directoire

Alain DENIZOT



CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE DE PICARDIE
 Société anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance
 Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code monétaire et financier
 Au capital de 124.955.400 euros
 383 000 692 RCS AMIENS - SIRET 383 000 692 00012 - code NAF 6419 Z
 Siège social : 2, boulevard Jules Verne – 80 064 AMIENS Cedex 9

**PROCES-VERBAL DE LA REUNION DE
 L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
 DU 25 OCTOBRE 2008**

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Le Président du Directoire

Alain DENIZOT

L'an deux mille huit,

Le 25 octobre à 9 heures,

A SAINT-QUENTIN (02), au Théâtre Jean Vilar, Place de l'Hôtel de Ville,

Les sociétaires de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance de Picardie, Banque Coopérative, Société anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance au capital de 124 955 400 euros divisé en 4 998 216 parts sociales et 1 249 554 certificats coopératifs d'investissements, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire sur convocation du Président du Directoire par lettre du 6 octobre 2008 adressée à tous les sociétaires.

SONT PRESENTS :

- la SLE d'ABBEVILLE représentée par sa Présidente, Madame Anne CARON	249 638 parts
- la SLE d'AIRAINES-FLIXECOURT représentée par son Président, Monsieur Thierry LACOUT	68 474 parts
- la SLE d'AMIENS CENTRE représentée par son Président, Monsieur Daniel BOURRIEZ	292 113 parts
- la SLE d'AMIENS NORD OUEST représentée par son Président, Monsieur Jean-Rémy BOURRE	73 174 parts
- la SLE d'AMIENS SAINT-PIERRE représentée par son Vice-président, Monsieur Philippe LEFEBVRE	71 290 parts
- la SLE de CHANTILLY représentée par son Président, Monsieur Marc DELASSUS	154 849 parts
- la SLE de CHARLY-SUR-MARNE représentée par sa Présidente, Madame Liliane PRUD'HOMME	46 105 parts
- la SLE de CHATEAU-THIERRY représentée par son Président, Monsieur Alain VERCAUTEREN	141 054 parts
- la SLE de CHAUNY représentée par son Président, Monsieur Rémy DAZIN	123 327 parts
- la SLE de CLERMONT représentée par son Président, Monsieur Alain AUDEMAR	112 953 parts
- la SLE de COMPIEGNE CENTRE représentée par son Président, Monsieur Serge LANGE	104 353 parts
- la SLE de COMPIEGNE EXTERIEUR représentée par son Président, Monsieur Henri MONMUSSON	99 989 parts

- la SLE de CREIL CENTRE représentée par son Président, Monsieur Gabriel AMOYAL	101 911 parts
- la SLE de CREPY-NANTEUIL représentée par sa Présidente, Madame Pierrette GREBAUT	96 577 parts
- la SLE de DOULLENS représentée par son Président, Monsieur René DEVINNE	54 996 parts
- la SLE de GUISE représentée par son Président Monsieur Jean-Paul DENIMAL	55 585 parts
- la SLE d'HAM représentée par son Président, Monsieur Louis FLATRES	64 539 parts
- la SLE d'HIRSON représentée par son Président, Monsieur Robert SANGLA	52 516 parts
- la SLE de LAON CHAMPAGNE représentée par son Président, Monsieur Jacky LENTREBECQ	115 135 parts
- la SLE de LAON GARE représentée par son Président, Monsieur Robert LEFEVRE	123 752 parts
- la SLE de LIANCOURT représentée par son Président, Monsieur Daniel POUPLIER	60 900 parts
- la SLE de MERU représentée par son Président, Monsieur Daniel MONCONDUIT	119 952 parts
- la SLE de MONTDIDIER représentée par son Vice-président, Monsieur Michel DOBERSECQ	93 080 parts
- la SLE de NOGENT-SUR-OISE, représentée par son Président, Monsieur Frédéric DUDEK	92 767 parts
- la SLE de NOYON représentée par son Président, Monsieur Gérard CABORDEL	108 363 parts
- la SLE de PERONNE représentée par son Président, Monsieur Christophe JOUGLET	110 307 parts
- la SLE de PONT-SAINTE-MAXENCE représentée par son Vice-président, Monsieur Jean-Claude CLERMONT	56 607 parts
- la SLE de SAINT-QUENTIN CENTRE représentée par son Président, Monsieur Jean-Claude JOSINSKI	123 347 parts
- la SLE de SAINT-QUENTIN NORD représentée par son Président, Monsieur Christian HUBAULT	96 205 parts
- la SLE de SAINT-QUENTIN Sud représentée par son Président, Monsieur Alain CHABEAUD	85 974 parts
- la SLE de SENLIS représentée par son Président, Monsieur Yves HUBERT	87 899 parts
- la SLE de SOISSONS CENTRE représentée par son Vice-président, Monsieur André BERGOUGNOUX	174 534 parts
- la SLE de SOISSONS CHURCHILL, représentée par son Président, Monsieur William POULLET	108 062 parts
- la SLE de THOUROTTE représentée par son Président, Monsieur Jean-Claude MASSE	130 268 parts
- la SLE de VERVINS représentée par son Président, Monsieur Daniel MORELLE	76 068 parts

SONT REPRESENTEES :

- la SLE de GRANDVILLIERS par Monsieur Yves HUBERT (Pouvoir)	84 792 parts
- la SLE de MARGNY par Monsieur Yves HUBERT (Pouvoir)	116 799 parts
- la SLE de VILLERS-COTTERETS par Monsieur Yves HUBERT (Pouvoir)	61 473 parts

SONT ABSENTES :

- la SLE D'ALBERT-CORBIE	110 515 parts
- la SLE D'AMIENS SUD EST	129 302 parts
- la SLE D'AMIENS TOUR PERRET	84 865 parts
- la SLE de BEAUVAIS CENTRE	166 429 parts
- la SLE de BEAUVAIS PERIPHERIE	40 189 parts
- la SLE de FRIVILLE-ESCARBOTIN	117 305 parts
- la SLE de POIX-MOREUIL	61 119 parts
- la SLE de RUE	84 190 parts
- la SLE de SAINT-JUST-EN-CHAUSSEE	117 086 parts
- la SLE de TERGNIER - LA FERRE	97 489 parts

Monsieur TABUTEAU représente le cabinet KPMG AUDIT et Monsieur LIPOVAC représente le cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS ENTREPRISE, Commissaires aux Comptes de la société, régulièrement convoqués par lettre recommandée avec accusé de réception en date du 6 octobre 2008.

Monsieur LE PIGEON, Censeur de la CNCE, assiste à la réunion, ainsi que Madame Annie FRION, représentant le Comité d'Entreprise.

Constitution du bureau :

Monsieur Yves HUBERT, préside la réunion en sa qualité de Président du Conseil d'Orientation et de Surveillance de la Caisse d'Epargne de Picardie.

Sont nommés scrutateurs les représentants des deux SLE disposant du plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction :

- Monsieur Daniel BOURRIEZ, Président de la SLE d'Amiens Centre
- Madame Anne CARON, Présidente de la SLE d'Abbeville

Est nommée en qualité de secrétaire du bureau, Madame Fabienne CHAUVET.

La feuille de présence est arrêtée et certifiée exacte par le bureau ainsi constitué qui constate qu'à 9 heures nous dénombrons 38 sociétaires présents et représentés. Ils représentent ensemble 3 989 727 droits de vote, soit environ 79,8 % de l'ensemble des droits de vote.

L'assemblée, réunissant sur première convocation, plus du quart des parts sociales ayant le droit de vote, peut valablement délibérer et est en conséquence déclarée régulièrement constituée.

Les délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix des sociétaires présents ou représentés. Cette majorité s'établit à 2 659 818 voix.

Le président rappelle que les sociétaires sont réunis à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Augmentation de capital en numéraire par émission de parts sociales et par émission de certificats coopératifs d'investissement,
- Pouvoirs en vue des formalités.

Le président dépose devant l'Assemblée et met à la disposition de ses membres :

- la liste des sociétaires.
- un modèle de la lettre de convocation attestant de la régularité de la convocation, ainsi que les récépissés postaux des lettres recommandées envoyées aux commissaires aux comptes.
- un exemplaire des statuts de la CEP.
- le texte du projet de résolutions qui vous a été envoyé avec la convocation.
- la feuille de présence certifiée, à laquelle sont annexés les pouvoirs.
- les rapports du Directoire et des Commissaires aux comptes.

Il déclare la séance ouverte.

Monsieur DENIZOT présente le rapport du Directoire sur l'augmentation de capital de la Caisse d'Epargne de Picardie par incorporation des comptes courants d'associé détenus par les Sociétés Locales d'Epargne et par émission de certificats coopératifs d'investissement ainsi que le calendrier de réalisation de cette augmentation de capital.

Le Président demande alors à Monsieur TABUTEAU d'intervenir afin de donner lecture, au nom des Commissaires aux Comptes, du rapport relatif à l'émission de certificats coopératifs d'investissement.

Après que les réponses aux questions de l'Assemblée aient été apportées, Monsieur HUBERT propose de poursuivre le vote des résolutions.

RESOLUTION N°1 : AUGMENTATION DE CAPITAL EN NUMERAIRE PAR EMISSION DE PARTS SOCIALES ET PAR EMISSION DE CERTIFICATS COOPERATIFS D'INVESTISSEMENT

Après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, des observations du Conseil d'Orientation et de Surveillance et du rapport des Commissaires aux comptes, statuant conformément aux articles L. 225-129 et L.225-129-2 du Code de Commerce, l'assemblée générale extraordinaire décide :

1. De déléguer au Directoire, pendant un délai expirant le jour de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2008 et sur le renouvellement des membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance, sa compétence à l'effet de décider, sur ses seules délibérations, d'augmenter le capital social par apport en numéraire, en une ou plusieurs fois, par l'émission au pair de parts sociales de la société à souscrire par les Sociétés Locales d'Epargne en proportion du capital souscrit et de certificats coopératifs d'investissement au nominal réservé au titulaire unique des CCI d'ores et déjà émis, à libérer en espèces ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société ;
2. de fixer le plafond maximal de l'augmentation de capital susceptible d'être réalisée en vertu de la présente délégation à un montant nominal maximum de 25 000 000 euros.
Ce montant s'ajoutera aux 7 304 400 euros non encore utilisés au titre de la précédente délégation de compétence qui avait été accordée au Directoire en 2006.
3. Les Sociétés Locales d'Epargnes bénéficieront en outre d'un droit de souscription à titre réductible. Les parts sociales non souscrites à titre irréductible seront attribuées aux Sociétés Locales d'Epargne qui auront souscrit un nombre de parts sociales supérieur à celui qu'elles pouvaient souscrire à titre irréductible et ce, proportionnellement au nombre de leurs droits de souscription et dans la limite de leurs demandes.

Le Directoire aura tous pouvoirs pour arrêter les montants, conditions et modalités de toutes émissions de parts sociales et CCI décidées en vertu de la présente délégation, conformément aux conditions prévues par les statuts et par les lois et règlements en vigueur au moment de l'utilisation de la présente délégation.

Le Directoire disposera des pouvoirs nécessaires pour mettre en œuvre la présente résolution notamment en passant toute convention à cet effet et procéder en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il déterminera, à l'émission de parts sociales et CCI, ainsi que le cas échéant pour y surseoir, en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts et notamment de l'article 6, ainsi que pour procéder à toutes formalités et prendre toute mesures utiles à la réalisation des émissions décidées en vertu de la présente délégation

L'Assemblée Générale constate, que le capital des Caisses d'Epargne étant réservé aux Sociétés Locales d'Epargne conformément à l'article L.512-89 du Code monétaire et financier, l'article L.225-129-6 du Code de commerce relatif à une augmentation de capital réservée aux salariés ne peut trouver à s'appliquer.

Vote Contre : 0
Abstention : 0
Pour : 3 989 727

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N°2 : POUVOIRS EN VUE DES FORMALITES

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités.

Vote Contre : 0
Abstention : 0
Pour : 3 989 727

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

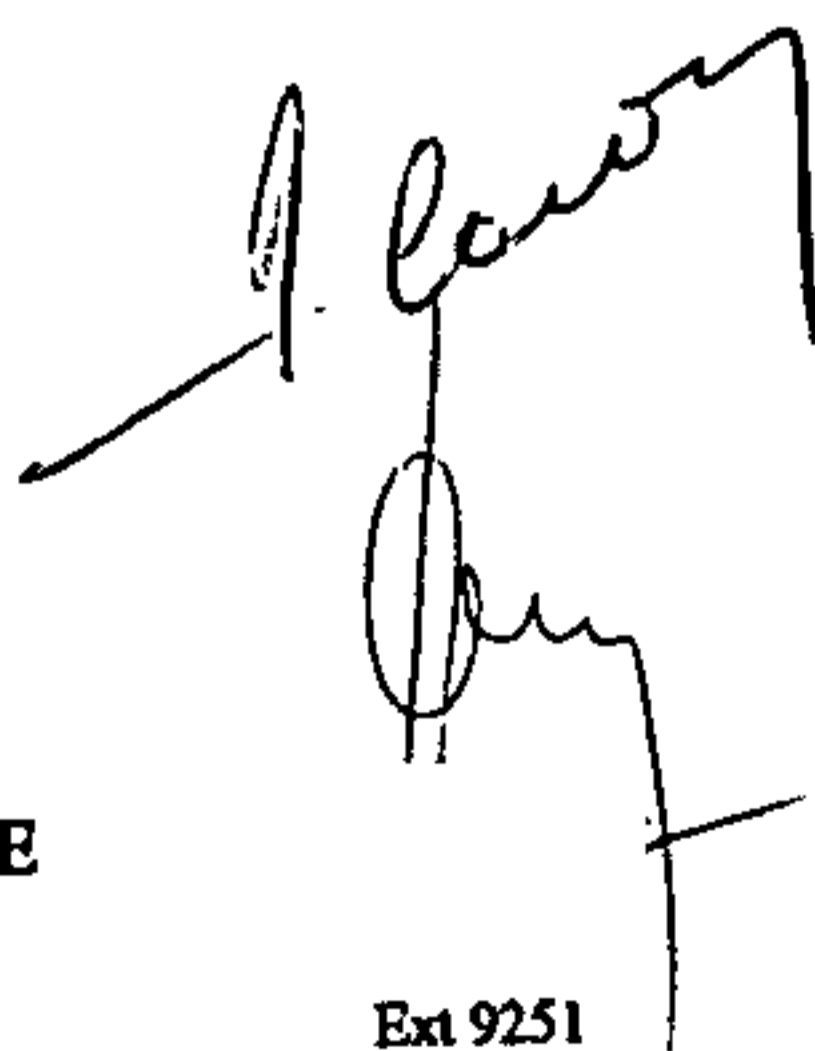
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 10H00.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.

Le Président

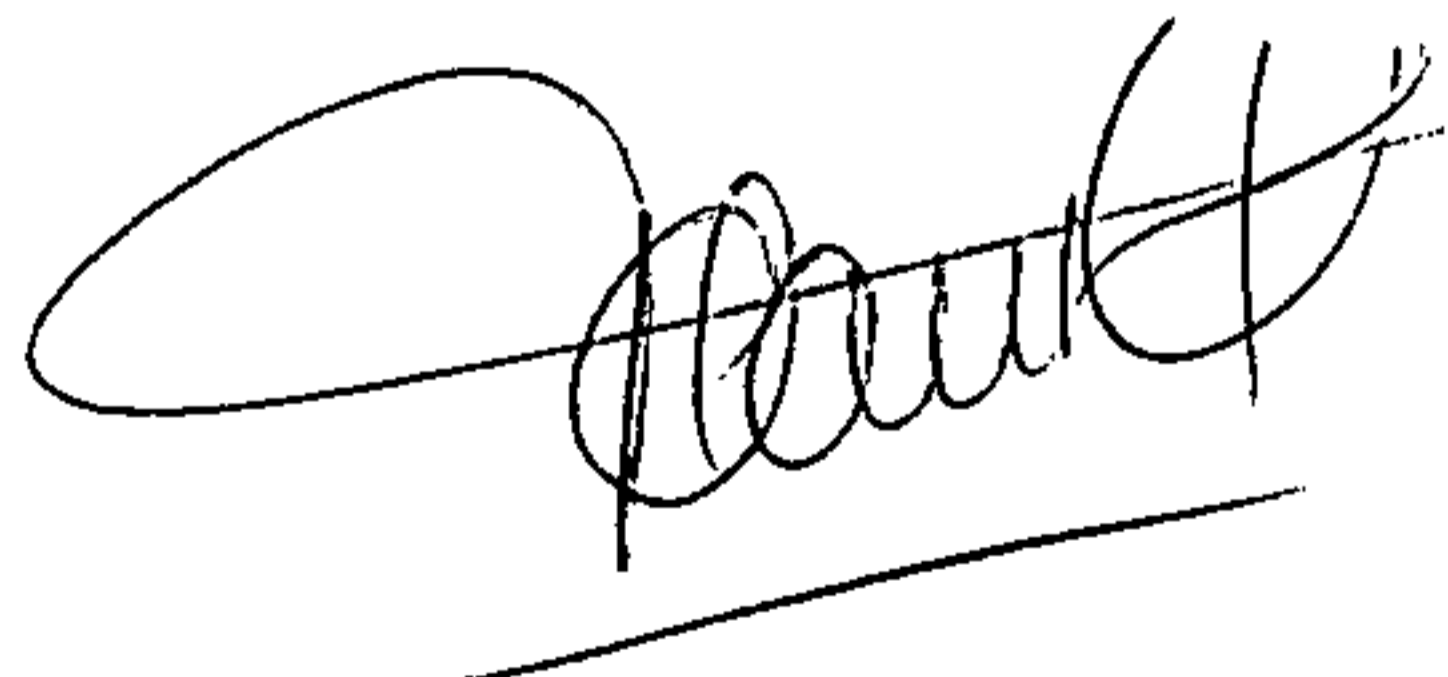


Les scrutateurs



Ext 9251

Le secrétaire



Enregistré à : SIE AMIENS SUD OUEST - POLE
ENREGISTREMENT

Le 19/12/2008 Bordereau n°2008/2 286 Case n°7

Enregistrement : 500 € Pénalités : 52 €

Total liquidé : cinq cent cinquante-deux euros

Montant reçu : cinq cent cinquante-deux euros

L'Agent

M^{me} Rose-Noële WAELES
Agent des Impôts

DUPLICATA





CAISSE D'EPARGNE
CAISSE NATIONALE

CERTIFICAT DU DEPOSITAIRE DES FONDS
(Attestation délivrée dans le cadre de l'Augmentation de Capital
de la Caisse d'Epargne de Picardie)

Je soussignée Madame Martine JOLY, Responsable Middle-office des Agences Bancaires de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne, Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au Capital de 8.106.599.163,25 euros, ayant son siège social 5, rue Masseran 75007 Paris, inscrite au RCS de Paris sous le n° 383 680 220, dûment habilitée, certifie et atteste :

avoir reçu le 18 décembre 2008 sur le compte 19505 99000 00000010193-13 ouvert au nom de la Caisse d'Epargne de Picardie la somme globale de 5 380 100 euros (cinq millions trois cent quatre vingt mille cent euros) représentant l'apport en numéraire, au titre de l'augmentation de capital de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Picardie, Société anonyme coopérative à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance au capital social de 124 955 400 euros, inscrite au RCS d'Amiens sous le numéro 383 000 692 ayant son siège 2 boulevard Jules Verne 80000 AMIENS.

Cet apport en numéraire correspondant au total à deux cent soixante neuf mille cinq (269 005) Certificats Coopératifs d'Investissement Nouveaux de vingt (20) euros chacun souscrits par Natixis.

Cette attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Paris le 24 décembre 2008 en trois exemplaires originaux.

Responsable Middle-Office

Martine JOLY

CAISSE D'EPARGNE DE PICARDIE

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'ARRETE DE COMPTE ETABLI AU 16 DECEMBRE 2008**

COPIE CERTIFIEE CONFORME

Le Président du Directoire


Alain DENIZOT

PricewaterhouseCoopers Entreprises
63 rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
1 cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex

**RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'ARRÊTÉ DE COMPTE ÉTABLI AU 16 DECEMBRE 2008**

Au Président du Directoire
Caisse d'Épargne de Picardie
2 Boulevard Jules Verne
80000 AMIENS

Monsieur,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la Caisse d'Épargne de Picardie et en application de l'article R. 225-134 du Code de commerce, nous avons procédé au contrôle de l'arrêté de compte établi au 16 décembre 2008, tel qu'il est joint au présent rapport. Cet arrêté de compte a été établi par le directoire. Il nous appartient sur la base de nos travaux d'en certifier l'exactitude.

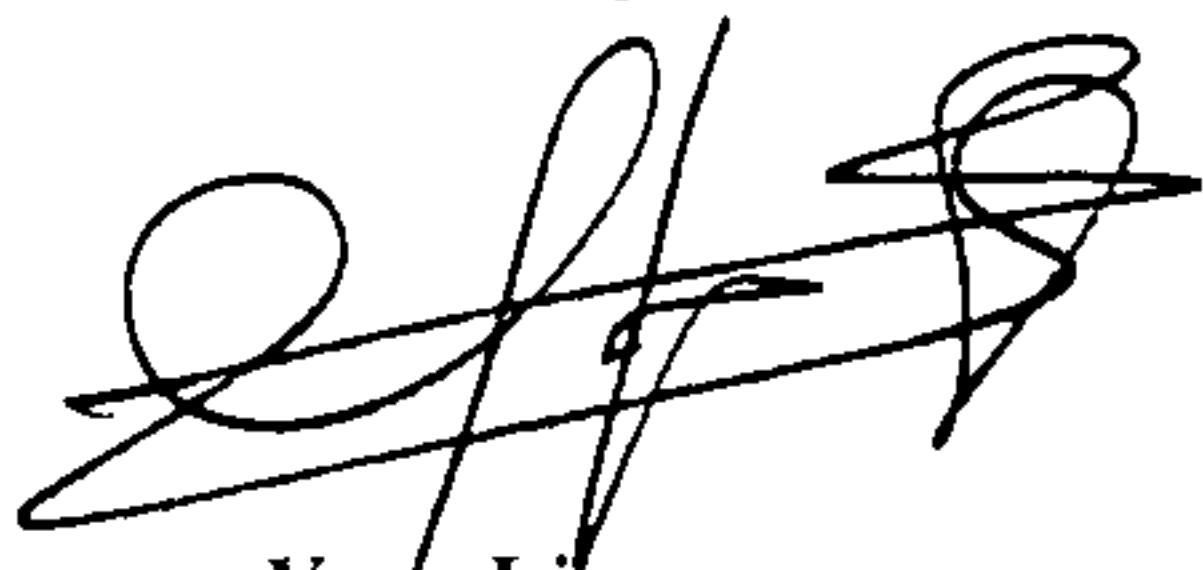
Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier que les créances concernées sont certaines dans leur existence et déterminées dans leur montant.

Nous certifions l'exactitude de cet arrêté de compte s'élevant à 21 520 400 euros.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris, le 18 décembre 2008

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Entreprises



Yvan Lipovac

KPMG Audit



Rémy Tabuteau

CAISSE D'EPARGNE DE PICARDIE

SLE	Date d'arrêté	Total Souscription
ABBEVILLE	12 décembre 2008	930 080 €
AIRAINES FLIXECOURT	12 décembre 2008	141 160 €
ALBERT CORBIE	11 décembre 2008	291 880 €
AMIENS CENTRE	11 décembre 2008	461 060 €
AMIENS NORD OUEST	11 décembre 2008	211 620 €
AMIENS ST PIERRE	11 décembre 2008	173 040 €
AMIENS SUD EST	11 décembre 2008	716 560 €
AMIENS TOUR PERRET	11 décembre 2008	354 540 €
BEAUVAIS CENTRE	10 décembre 2008	407 680 €
BEAUVAIS PERIPHERIE	10 décembre 2008	178 840 €
CHANTILLY	11 décembre 2008	380 140 €
CHARLY SUR MARNE	12 décembre 2008	67 560 €
CHATEAU THIERRY	13 décembre 2008	704 220 €
CHAUNY	9 décembre 2008	223 560 €
CLERMONT	11 décembre 2008	514 560 €
COMPIEGNE CENTRE	12 décembre 2008	773 840 €
COMPIEGNE EXTERIEUR	12 décembre 2008	347 560 €
CREIL CENTRE	11 décembre 2008	187 640 €
CREPY NANTEUIL	11 décembre 2008	307 020 €
DOULLENS	12 décembre 2008	102 500 €
FRIVILLE ESCARBOTIN	12 décembre 2008	422 340 €
GRANDVILLIERS	10 décembre 2008	359 920 €
GUISE	11 décembre 2008	189 360 €
HAM	10 décembre 2008	429 620 €
HIRSON	11 décembre 2008	172 700 €
LAON CHAMPAGNE	11 décembre 2008	472 820 €
LAON GARE	11 décembre 2008	523 140 €
LIANCOURT	11 décembre 2008	228 860 €
MARGNY	11 décembre 2008	412 380 €
MERU	10 décembre 2008	170 260 €
MONTDIDIER	10 décembre 2008	723 500 €
NOGENT SUR OISE	11 décembre 2008	307 660 €
NOYON	9 décembre 2008	715 420 €
PERONNE	10 décembre 2008	491 080 €
POIX MOREUIL	12 décembre 2008	208 300 €
PONT STE MAXENCE	11 décembre 2008	210 020 €
RUE	12 décembre 2008	296 420 €
SENLIS	11 décembre 2008	660 180 €
SOISSONS CENTRE	9 décembre 2008	715 580 €
SOISSONS CHURCHILL	9 décembre 2008	418 680 €
ST JUST EN CHAUSSEE	10 décembre 2008	567 700 €
ST QUENTIN CENTRE	10 décembre 2008	1 570 380 €
ST QUENTIN NORD	10 décembre 2008	1 239 120 €
ST QUENTIN SUD	10 décembre 2008	950 260 €
TERGNIER / LA FERRE	9 décembre 2008	555 280 €
THOUROTTE	16 décembre 2008	726 060 €
VERVINS	11 décembre 2008	164 300 €
VILLERS COTTERETS	13 décembre 2008	144 000 €

CAISSE D'EPARGNE DE PICARDIE

**CERTIFICAT DU DEPOSITAIRE
ETABLI PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Le Président du Directoire


Alain DENIZOT

PricewaterhouseCoopers Entreprises
63 rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
1 cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex

**CERTIFICAT DU DEPOSITAIRE
ETABLI PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Au Président du Directoire
Caisse d'Epargne de Picardie
2 Boulevard Jules Verne
80000 AMIENS

Monsieur,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la Caisse d'Epargne de Picardie, nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission et aux vérifications permettant d'établir le certificat prévu à l'article L.225-146, al. 2 du Code de commerce.

Ces diligences ont consisté à vérifier :

- Pour chaque Société Locale d'Epargne, d'une part, le bulletin de souscription de parts sociales nouvelles d'un nominal de 20 euros de la Caisse d'Epargne de Picardie à l'occasion d'une augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 25 octobre 2008, d'autre part l'arrêté de compte établi le 16 décembre 2008 par le directoire, dont nous avons certifié l'exactitude le 18 décembre 2008, desquels il ressort les éléments présentés dans le tableau ci-après :

SLE	Date d'arrêté	Total Souscription
ABBEVILLE	12 décembre 2008	930 080 €
AIRAINES FLIXECOURT	12 décembre 2008	141 160 €
ALBERT CORBIE	11 décembre 2008	291 880 €
AMIENS CENTRE	11 décembre 2008	461 060 €
AMIENS NORD OUEST	11 décembre 2008	211 620 €
AMIENS ST PIERRE	11 décembre 2008	173 040 €
AMIENS SUD EST	11 décembre 2008	716 560 €
AMIENS TOUR PERRET	11 décembre 2008	354 540 €
BEAUVAIS CENTRE	10 décembre 2008	407 680 €
BEAUVAIS PERIPHERIE	10 décembre 2008	178 840 €
CHANTILLY	11 décembre 2008	380 140 €
CHARLY SUR MARNE	12 décembre 2008	67 560 €
CHATEAU THIERRY	13 décembre 2008	704 220 €
CHAUNY	9 décembre 2008	223 560 €
CLERMONT	11 décembre 2008	514 560 €
COMPIEGNE CENTRE	12 décembre 2008	773 840 €
COMPIEGNE EXTERIEUR	12 décembre 2008	347 560 €
CREIL CENTRE	11 décembre 2008	187 640 €
CREPY NANTEUIL	11 décembre 2008	307 020 €
DOULLENS	12 décembre 2008	102 500 €
FRIVILLE ESCARBOTIN	12 décembre 2008	422 340 €
GRANDVILLIERS	10 décembre 2008	359 920 €
GUISE	11 décembre 2008	189 360 €
HAM	10 décembre 2008	429 620 €
HIRSON	11 décembre 2008	172 700 €
LAON CHAMPAGNE	11 décembre 2008	472 820 €
LAON GARE	11 décembre 2008	523 140 €
LIANCOURT	11 décembre 2008	228 860 €
MARGNY	11 décembre 2008	412 380 €
MERU	10 décembre 2008	170 260 €
MONTDIDIER	10 décembre 2008	723 500 €
NOGENT SUR OISE	11 décembre 2008	307 660 €
NOYON	9 décembre 2008	715 420 €
PERONNE	10 décembre 2008	491 080 €
POIX MOREUIL	12 décembre 2008	208 300 €
PONT STE MAXENCE	11 décembre 2008	210 020 €
RUE	12 décembre 2008	296 420 €
SENLIS	11 décembre 2008	660 180 €
SOISSONS CENTRE	9 décembre 2008	715 580 €
SOISSONS CHURCHILL	9 décembre 2008	418 680 €
ST JUST EN CHAUSSEE	10 décembre 2008	567 700 €
ST QUENTIN CENTRE	10 décembre 2008	1 570 380 €
ST QUENTIN NORD	10 décembre 2008	1 239 120 €
ST QUENTIN SUD	10 décembre 2008	950 260 €
TERGNIER / LA FERRE	9 décembre 2008	555 280 €
THOUROTTE	16 décembre 2008	726 060 €
VERVINS	11 décembre 2008	164 300 €
VILLERS COTTERETS	13 décembre 2008	144 000 €

- la déclaration incluse dans le bulletin manifestant la décision de chaque Société Locale d'Epargne de libérer sa souscription par compensation avec la créance liquide et exigible qu'elle possède sur la Caisse d'Epargne de Picardie,
- le caractère liquide et exigible de cette créance,
- l'écriture comptable de compensation de la créance visée ci-dessus permettant de constater la libération des parts sociales.

Sur la base de ces vérifications, nous délivrons le présent certificat (en 4 exemplaires) qui tient lieu de certificat du dépositaire.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris, le 19 décembre 2008.

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Entreprises



Yvan Lipovac

KPMG Audit



Rémy Tabuteau

CODIC CERTIFIÉE CONCORDÉE

Le Président du Directoire


Alain DENZOT

**STATUTS DE LA
CAISSE D'EPARGNE DE PICARDIE**

Statuts modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 février 2004,
par décision du Directoire du 9 juillet 2004
statuant sur délégation de compétence
de l'Assemblée Générale Mixte du 24 avril 2004,
par décision du Directoire du 22 janvier 2007
statuant sur délégation de compétence
de l'Assemblée Générale Mixte du 13 novembre 2006,
par l'Assemblée Générale Mixte du 14 avril 2007,
par décision du Directoire du 14 janvier 2008
statuant sur délégation de compétence
de l'Assemblée Générale Mixte du 13 novembre 2006,
par décision du Directoire du 30 décembre 2008
statuant sur délégations de compétence des Assemblées Générales Mixte
et Extraordinaire des 13 novembre 2006 et 25 octobre 2008.

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION

SIEGE ET RESSORT TERRITORIAL - DUREE

Article 1 : Forme

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Picardie (ci-après désignée la Caisse d'Epargne et de Prévoyance ou la Société) est une banque coopérative, société anonyme à directoire et conseil de surveillance dénommé Conseil d'Orientation et de Surveillance (ci-après désigné le C.O.S.) régie par le code monétaire et financier, et en particulier par les articles L.512-85 et suivants, la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, les dispositions du code de commerce relatives aux sociétés commerciales et par les présents statuts.

Article 2 : Objet

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance a pour objet toutes opérations de banque, de services d'investissement et d'intermédiation en assurance effectuées avec ses sociétaires, les sociétaires des Sociétés Locales d'Epargne qui lui sont affiliées et avec les tiers.

Elle peut également effectuer toutes opérations connexes aux opérations de banque et de services d'investissement, exercer l'activité d'intermédiaire ou d'entremise dans le domaine immobilier, prendre toutes participations et, généralement, effectuer toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus de nature à favoriser son développement.

Dans le cadre de l'article L.512-85 du code monétaire et financier, la Caisse d'Epargne et de Prévoyance assure la promotion et la collecte de l'épargne ainsi que le développement de la prévoyance pour satisfaire notamment les besoins collectifs et familiaux.

Elle contribue à la protection de l'épargne populaire, à la collecte des fonds destinés au financement du logement social, à l'amélioration du développement économique local et régional et à la lutte contre l'exclusion bancaire et financière de tous les acteurs de la vie économique sociale et environnementale.

Elle se conforme aux décisions prises par la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance - CNCEP, dans le cadre des attributions de celle-ci

Article 3 : Dénomination sociale

La société a pour dénomination :

Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Picardie.

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, cette dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie de la mention « Société anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance » ou « S.A. coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance », de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du lieu et du numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Son sigle est CEP (ou Caisse d'Epargne) de Picardie.

Article 4 : Siège et ressort territorial

Le siège de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance est fixé à Amiens (80000), 2 boulevard Jules Verne.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du conseil d'orientation et de surveillance (sur proposition du directoire) sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance est alors autorisé à modifier les statuts en conséquence.

Le ressort territorial de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance est fixé par la CNCEP.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 ans, à compter de la mention de sa transformation en SA coopérative au registre du commerce et des sociétés, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

TITRE II

APPORTS

CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

CERTIFICATS COOPERATIFS D'INVESTISSEMENT

Article 6 : Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 151 855 900 €.

Il est divisé en :

- 6 074 236 parts sociales, de valeur nominale de 20 € chacune, intégralement libérées et toutes de même catégorie.
- 1 518 559 CCI, de valeur nominale de 20 € chacun, intégralement libérés et tous de même catégorie.

Les parts sociales ne peuvent être détenues que par des Sociétés Locales d'Epargne affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance.

Toute opération portant sur l'augmentation et la réduction du capital de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance doit être autorisée par la CNCEP.

Article 7 : Augmentation du capital

1. Le capital social peut être augmenté par une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des sociétaires, par émission de parts sociales et/ou de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI).
2. L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour décider du montant de l'augmentation de capital, mais elle peut déléguer au Directoire les pouvoirs nécessaires pour en fixer les conditions et modalités selon les dispositions légales et réglementaires.
3. Le capital peut être augmenté par incorporation de réserves, dans les conditions prévues par les alinéas 3 et 4 de l'article 16 de la loi du 10 septembre 1947, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui statue aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires.
4. Les CCI ne peuvent pas représenter plus de la quotité du capital prévu par la loi.
5. En cas d'apport en nature, un ou plusieurs commissaires aux apports sont désignés, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Article 8 : Réduction du capital

1. Le capital peut être réduit dans le cadre des dispositions légales et réglementaires.
La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui peut déléguer au directoire tous pouvoirs à effet de la réaliser. En aucun cas la réduction ne peut porter atteinte à l'égalité entre sociétaires.
L'Assemblée statue sur le rapport des commissaires aux comptes.
Lorsque la réduction du capital n'est pas motivée par des pertes, les créanciers antérieurs à la date du dépôt au Greffe du procès-verbal de la délibération, peuvent former opposition à la réduction, conformément aux dispositions légales et réglementaires. Les opérations de réduction de capital ne peuvent commencer que dans les conditions prévues par la loi.
L'achat par la société de ses propres parts sociales est autorisé dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires.
2. Lorsqu'il existe des CCI, une assemblée spéciale des titulaires de CCI est réunie pour délibérer sur le projet de réduction conformément à la loi.

Article 9 : Compte courant d'associés - Compte de dépôts

Les Sociétés Locales d'Epargne, affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, doivent déposer sur un compte courant d'associé ouvert à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance les sommes correspondant à la différence positive entre le montant du produit net des souscriptions de leurs parts sociales et le montant de leur participation dans le capital de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance.
Les Sociétés Locales d'Epargne affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance ne peuvent conclure d'opérations bancaires et financières qu'avec cette dernière à l'exclusion de tout autre établissement. Les flux de trésorerie des dites Sociétés Locales d'Epargne sont centralisés sur un compte de dépôt ouvert dans les livres de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance au nom de chaque Société Locale d'Epargne.

Article 10 : Libération des parts sociales et des CCI

1. **Parts sociales**
En cas d'augmentation de capital, les parts sociales de numéraire doivent être libérées d'un quart au moins au moment de leur souscription. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois, sur décision du directoire, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à partir de la date à laquelle la souscription est devenue définitive.
2. **CCI**
L'Assemblée Générale Extraordinaire décidant l'émission de CCI fixe les modalités de leur libération.
Cependant, les CCI doivent être libérés, lors de la souscription, du quart au moins du montant de leur valeur nominale et de la totalité de la prime d'émission, s'il en est prévu une.

Article 11 : Forme et transmission des parts sociales

1. Les parts sociales sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites, par la société ou son mandataire, en compte nominatif pur selon les modalités prévues par le « cahier des charges des émetteurs teneurs de comptes de valeurs mobilières non admises en SICOVAM » approuvé par la Direction du Trésor.

Leur cession s'effectue au moyen d'un ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire. La signature du cessionnaire peut être exigée, si les parts sociales ne sont pas entièrement libérées.

A la demande du sociétaire, une attestation d'inscription en compte lui est délivrée par la société.

2. Les parts sociales ne peuvent être cédées qu'à des Sociétés Locales d'Epargne affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance.

Pour être définitive, la cession doit être agréée par le COS de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance et par le Directoire de la CNCEP.

A cet effet, le Cédant porte à la connaissance du Président du COS et du Président du Directoire de la CNCEP par lettre recommandée avec avis de réception son projet de cession en indiquant l'identité du Cessionnaire, le nombre de parts sociales dont la cession est envisagée et les modalités de la cession.

En aucun cas, le COS de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance et le directoire de la CNCEP, ne sont tenus de faire connaître les motifs de leur agrément ou de leur refus éventuel. Leur décision doit être notifiée au Cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les trois mois de la réception de la notification du projet de cession. A défaut, l'agrément est réputé donné.

En cas de refus d'agrément, le Cédant demeure associé.

Par cession, on entend toute transmission de parts sociales, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même qu'elle aurait lieu par voie d'apport, de fusion, de scission, d'apport partiel d'actif ou dans le cadre de la dissolution d'un sociétaire et alors même qu'elle ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit.

Article 12 : Forme et transmission des CCI

1. Les CCI sont soit au porteur ou nominatifs, soit obligatoirement nominatifs, selon qu'ils sont - ou non - admis aux négociations sur un marché réglementé.

Les CCI nominatifs sont inscrits en compte nominatif pur conformément aux dispositions du deuxième alinéa du paragraphe 1 de l'article 11 des présents statuts.

Les comptes afférents aux CCI au porteur ne peuvent être tenus que par des intermédiaires financiers habilités par le Ministre de l'Economie et des Finances.

La cession de CCI s'effectue au moyen d'un ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire. La signature du cessionnaire peut être exigée si les CCI ne sont pas entièrement libérés.

2. Les CCI sont librement négociables.

Article 13 : Droits et obligations attachés aux parts sociales

1. Chaque part sociale donne droit à un intérêt dans les conditions prévues par les présents statuts et à l'attribution de parts gratuites en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves. Elle donne le droit de participer dans les conditions fixées par la loi et les présents statuts aux Assemblées Générales et au vote des résolutions.
2. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs parts sociales pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de parts sociales, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires de parts isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement, de l'achat ou de la vente de parts nécessaires.

3. A moins d'une prohibition légale, il sera fait masse entre toutes les parts de toutes exonérations ou imputations fiscales comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à toute répartition ou à tout remboursement, au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale toutes les parts reçoivent la même somme nette.
4. Les sociétaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.
Les droits et obligations attachés à la part sociale suivent le titre dans quelque main qu'il passe.
La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions régulièrement prises par l'Assemblée générale.
5. Les créanciers d'un sociétaire ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés ou exercer des poursuites sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer, en aucune manière, dans les actes de son administration.
Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des Assemblées Générales.

Article 14 : Droits et obligations attachés aux CCI

- Les CCI sont des valeurs mobilières, sans droit de vote, émis pour la durée de la société et représentatifs des droits pécuniaires attachés aux parts de capital.
Ils sont régis par le titre II ter de la loi du 10 septembre 1947 et par le décret n°91-14 du 4 janvier 1991 relatif à l'Assemblée spéciale des titulaires de CCI.
- Les titulaires de CCI disposent d'un droit sur l'actif net dans la proportion du capital qu'ils représentent.
- Ils ont également droit à une rémunération fixée par l'Assemblée Générale annuelle en fonction des résultats de l'exercice. Cette rémunération est au moins égale à celle versée aux parts sociales.
- Ils sont réunis en assemblée spéciale pour approuver ou désapprouver toute décision modifiant leurs droits.

TITRE III

DIRECTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIETE

I - DIRECTOIRE

Article 15 : Nombre de membres et qualité

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance est dirigée par un directoire composé de deux membres au moins et de cinq membres au plus, désignés par le COS qui exerce le contrôle du directoire conformément à la loi et aux présents statuts.

Les membres du directoire sont obligatoirement des personnes physiques.

Article 16 : Nomination

1. Le président et les autres membres du directoire sont nommés par le COS après agrément du Conseil de surveillance de la CNCEP dans les conditions indiquées ci-après.

A cet effet, le COS propose les membres du directoire à la CNCEP. Le Directoire de la CNCEP s'assure, dans les conditions prévues par celle-ci, qu'ils présentent l'honorabilité nécessaire et

l'expérience adéquate pour la fonction de président ou celle de membre de directoire, et les soumet à l'agrément du Conseil de surveillance de la CNCEP.

Enfin, le COS procède à la nomination des membres du directoire, en les choisissant parmi les candidats agréés, dans les conditions précitées par le Conseil de surveillance de la CNCEP.

2. Aucune personne ne peut être nommée membre du directoire si elle tombe sous le coup des incompatibilités, déchéances ou interdictions légales lui interdisant l'accès à ces fonctions, si elle est membre du conseil d'orientation et de surveillance de la société ou d'une façon générale si elle contrevient aux règles relatives aux cumuls de mandats.
3. Le conseil d'orientation et de surveillance détermine le mode et le montant de la rémunération de chacun des membres du directoire lors de leur nomination, suivant un barème et des modalités arrêtés par la CNCEP.
4. Le directoire est nommé pour une durée de cinq ans.

En cas de vacance, le remplaçant, qui doit être agréé dans les conditions ci-dessus, est nommé pour la durée du mandat du directoire restant à courir.

Les membres du directoire sont rééligibles dans les conditions fixées par la CNCEP.

Le mandat expire à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et est tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat du directoire.

5. La limite d'âge est fixée à 68 ans. Lorsqu'un membre du directoire atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.
6. Sauf en cas de changement de fonctions à l'intérieur du groupe, un membre du directoire ne peut accepter d'être nommé au directoire ou président du Conseil d'Administration ou directeur général d'une autre société que sous la condition d'y avoir été, également, autorisé par le COS de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance.

Article 17 : Révocation - Retrait d'agrément - Suspension et cessation des fonctions - Vacance

1. Tout membre du directoire est révocable par l'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du COS. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.
2. L'agrément d'un membre du directoire peut être retiré par le conseil de surveillance de la CNCEP sur proposition de son directoire et, sur demande ou après consultation du COS de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance.

Le retrait d'agrément ainsi décidé emporte révocation de plein droit et immédiat du mandat de l'intéressé.

3. En cas de péril grave pour la Caisse d'Épargne et de Prévoyance, la suspension d'un ou plusieurs membres du directoire peut être décidée, à titre conservatoire, par le directoire de la CNCEP, sur demande ou après consultation du COS.
4. Si un siège de membre du directoire est vacant, par suite de démission ou décès, le COS doit le pourvoir dans le délai de deux mois en respectant la procédure prévue à l'article 16 ci-dessus.
5. La CNCEP peut procéder, notamment sur proposition du censeur nommé par elle, à la révocation collective du directoire de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance dans les cas où il cesserait d'exercer ses fonctions ou prendrait des décisions non conformes aux dispositions législatives ou réglementaires ou aux instructions émises dans le cadre de ses compétences par la CNCEP. Dans ce cas, celle-ci nomme une commission qui assume provisoirement les missions du

directoire de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance en attendant la désignation d'un nouveau directoire.

6. Si, pour une raison quelle qu'elle soit, la Caisse d'Epargne et de Prévoyance n'a plus de directoire, la CNCE nomme la commission visée à l'alinéa précédent en attendant la désignation d'un nouveau directoire.

Article 18 : Nomination du président du directoire et des directeurs généraux

1. Le COS confère à l'un des membres du directoire, la qualité de président du directoire, sous réserve de l'agrément de la CNCEP, dans les conditions prévues à l'article 16 ci-dessus. Le président du directoire a qualité pour représenter la société vis-à-vis des tiers.

Si le COS décide, sur proposition du président du directoire, et sous réserve de l'agrément de la CNCEP, d'attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs autres membres du directoire qui portent alors le titre de « directeur général », il sollicite préalablement l'agrément de la CNCEP sur les personnes concernées.

2. Le président du directoire représente la Caisse d'Epargne et de Prévoyance au sein de la Fédération Nationale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance, ci-après désignée la FNCEP.
3. Le président du directoire ou le directeur général a tout pouvoir pour agir en justice, tant en demande qu'en défense, devant toutes les juridictions, pour représenter la Société, pour traiter, transiger et recourir à l'arbitrage.

Article 19 : Fonctionnement du directoire

1. Le directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et normalement au moins deux fois par mois, sur la convocation de son président, ou en cas d'empêchement de celui-ci, de la moitié au moins de ses membres.
2. Les réunions ont lieu, soit au siège social, soit à tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation.

Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement.

Les réunions sont présidées par le président, ou en son absence, par un membre choisi par le directoire au début de la séance.

Le directoire nomme, le cas échéant, un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Pour la validité des délibérations, le nombre des membres du directoire présents doit être au moins égal à 2 membres ou à 3 si le directoire est composé de 5 membres.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ; en cas de partage des voix, celle du président du directoire est prépondérante.

Les délibérations du directoire sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social.

Les procès-verbaux sont signés par le président de séance et un membre du directoire. Les copies ou extraits de procès-verbaux sont valablement certifiés par le président ou un membre du directoire ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet par le président.

Article 20 : Pouvoirs et obligations du directoire

1. Pouvoirs

Le directoire dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi au COS et aux assemblées de sociétaires. Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du directoire qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Les membres du directoire peuvent, sur proposition du président du directoire, répartir entre eux les tâches de direction après avoir obtenu l'autorisation de principe du COS. Le directoire informe le COS de la répartition retenue. En aucun cas cependant, cette répartition ne peut avoir pour effet de retirer au directoire son caractère d'organe assurant collégalement la direction de la société.

Le directoire, après avis du COS, décide la création de Sociétés Locales d'Epargne avec l'accord de la CNCEP.

Conformément à la loi, la cession d'immeubles par nature, la cession totale ou partielle de participations et la constitution de sûretés accordées par la Société pour ses propres engagements font l'objet d'une autorisation du COS.

Le COS peut, cependant, dans la limite des règles fixées par la CNCEP, autoriser à l'avance le directoire à réaliser ces opérations.

2. Obligations

Le directoire propose au COS :

- les orientations générales de la Société,
- le plan de développement pluriannuel,
- le budget annuel de fonctionnement et le budget d'investissements,
- le plan annuel de financement des projets d'économie locale et sociale, dans le cadre des orientations générales définies par la FNCEP et du montant global fixé par l'Assemblée Générale.

Le Directoire établit et publie tous les documents requis par la réglementation en vigueur, notamment :

- il établit dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice, les documents comptables accompagnés du rapport annuel de gestion afférent à cet exercice,
- il établit, une fois par trimestre au moins, un rapport d'activité qui est présenté au conseil d'orientation et de surveillance,
- il veille à la mise en œuvre des décisions de la CNCEP et à la demande de celle-ci informe le COS.

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance en sa qualité d'affiliée de la CNCEP, adhère au mécanisme de garantie et de solidarité du réseau organisé par la CNCEP en application des articles L.511-31 et L.512-96 du code monétaire et financier.

Le directoire est responsable du respect par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance de ses engagements au titre de son appartenance à ce système et, notamment, du versement par celle-ci des cotisations nécessaires à la dotation ou à la reconstitution du fonds commun de garantie et de solidarité du réseau, appelées par la CNCEP.

De même, le directoire veille au paiement par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance des cotisations appelées par la CNCEP pour l'accomplissement de ses missions d'organe central du réseau des Caisses d'Epargne et de Prévoyance et par la FNCEP pour le financement de son budget de fonctionnement.

II - CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Article 21 : Composition et qualité

Le COS est composé de 17 membres dont :

- 1 à 3 membres élus directement par les collectivités territoriales, sociétaires de Sociétés Locales d'Epargne affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance dans les conditions prévues par décret.
- 1 à 3 membres élus directement par et parmi les salariés de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, sociétaires de Sociétés Locales d'Epargne affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, le nombre de membres élus par les salariés devant être identique à celui des membres élus par les collectivités territoriales.
- Le surplus, soit 11, 13 ou 15 membres, élu par l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance. Ne sont éligibles à ce titre ni les collectivités territoriales, ni les salariés de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance.

La composition du COS est déterminée quatre mois avant la date du renouvellement du COS, en fonction du nombre de membres, revenant aux collectivités territoriales. Elle reste inchangée jusqu'à l'expiration de chacune des périodes de six ans.

Toute fonction d'administrateur, de membre de directoire ou de membre de conseil au sein d'un autre établissement de crédit et d'une autre entreprise prestataires de services d'investissement ne faisant pas partie du Groupe Caisse d'Epargne et de Prévoyance est incompatible avec celle exercée au sein du COS de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, sauf autorisation donnée par la CNCEP.

Une personne ayant exercé la fonction de membre du Directoire au sein de la Caisse d'Epargne ou de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne ne peut être nommée membre du COS de la Caisse d'Epargne au cours des trois années suivant la cessation de ses fonctions.

Les membres du COS sont élus pour une durée de 6 ans qui expire à l'issue de l'Assemblée Générale, ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Afin de permettre le renouvellement des membres du COS en une seule fois, toute élection intervenant au cours d'une période de six (6) ans de quelque manière et pour quelque cause que ce soit, sera faite pour la durée restant à courir de la période de six (6) ans en cours au jour de l'élection.

Les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance sont rééligibles.

Si une personne morale est nommée membre du conseil d'orientation et de surveillance, elle est tenue lors de sa nomination de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était membre du conseil en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Lorsque la personne morale révoque son représentant permanent, elle est tenue, en même temps, de pourvoir à son remplacement.

Article 22 : Membre élu par les salariés

Le Conseil comprend, en outre, un membre élu par les salariés de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, dans les conditions prévues par l'article L.225-79 du code de commerce et par les présents statuts.

Les modalités de scrutin non définies par la loi précitée sont fixées par la CNCEP.

Le calendrier des élections est arrêté par le Directoire.

Article 23 : Election des membres du COS par l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires

Les sièges afférents aux membres élus par l'assemblée générale sont répartis par le directoire de la Caisse d'épargne et de prévoyance, de la manière indiquée dans le règlement d'administration intérieure prévu à l'article 53 des statuts. Cette répartition des sièges est effectuée au moins quarante cinq (45) jours avant la tenue de l'assemblée générale appelée à renouveler l'ensemble des membres du COS et est immédiatement notifiée à chaque Société Locale d'Epargne par le Président du directoire. La répartition ainsi faite reste inchangée pendant la durée de six (6) ans du mandat des membres du COS.

Le (ou les) siège(s) de droit réservé(s), le cas échéant, à une Société Locale d'Epargne ou à des Sociétés Locales d'Epargne constituant un groupe ou à un ensemble de Sociétés Locales d'Epargne doit (vent) être pourvu(s) par l'élection d'une (ou plusieurs) personne(s) choisie(s) parmi les candidats, présentés par la Société Locale d'Epargne concernée ou par les Sociétés Locales d'Epargnes constituant un groupe ou par un ensemble de Sociétés Locales d'Epargne. Le (ou les autres) siège(s) non réservé(s), le cas échéant, à une Société Locale d'Epargne ou à des Sociétés Locales d'Epargne constituant un groupe, ou à un ensemble de Sociétés Locales d'Epargne, doit (vent) être pourvu(s) par l'élection d'une (ou plusieurs) personne(s) choisie(s) parmi les candidats présentés par toutes les Sociétés Locales d'Epargne.

A défaut pour une Société Locale d'Epargne, ou pour un groupe de Sociétés Locales d'Epargne, ou pour un ensemble de Sociétés Locales d'Epargne, d'avoir présenté des candidats dans les conditions ci-dessous, l'assemblée générale doit pourvoir le (ou les) siège(s) correspondant par l'élection d'une (ou plusieurs) personne(s) choisie(s) parmi les candidats présentés par l'ensemble des Sociétés Locales d'Epargne.

L'assemblée générale pourvoira d'abord les sièges réservés, puis le cas échéant les autres sièges.

A cet effet, le président du conseil d'administration de chaque Société Locale d'Epargne doit notifier par lettre recommandée avec accusé de réception au président du COS vingt (20) jours au moins avant la tenue de l'assemblée générale appelée à procéder à une élection, l'identité des candidats de la Société Locale d'Epargne, pour le ou les sièges à pourvoir. Lesdits candidats sont choisis par le conseil d'administration de chaque Société Locale d'Epargne, au moins vingt et un (21) jours avant la tenue de l'assemblée générale appelée à procéder à une élection.

Chaque Société Locale d'Epargne, chaque groupe de Sociétés Locales d'Epargne, ou chaque ensemble de Sociétés Locales d'Epargne doit présenter pour un même siège à pourvoir lui revenant au moins deux (2) candidats, en indiquant l'ordre de priorité selon lequel ils seront présentés aux suffrages de l'assemblée, sachant que le premier des candidats qui aura obtenu la majorité des voix des sociétaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance sera élu. Les personnes élues à ce titre seront radiées de la liste des candidats pour les autres sièges à pourvoir.

Seuls peuvent être candidats et rester membre du COS, les Sociétés Locales d'Epargne affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance ou/et leurs administrateurs autres que les collectivités territoriales et les salariés de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance.

Si pour un siège à pourvoir, les candidats ne sont pas présentés avec un ordre de priorité, ils seront soumis aux suffrages de l'assemblée dans un ordre déterminé selon la procédure prévue par le règlement d'administration intérieure. Seuls seront élus les candidats qui auront obtenu la majorité des voix des sociétaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance, sachant que le scrutin sera clos dès que tous les sièges concernés auront été pourvus.

Article 24 : Election des membres du COS par les salariés de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance sociétaires des Sociétés Locales d'Epargne y affiliées

L'élection des membres du COS par les salariés de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance sociétaires des Sociétés Locales d'Epargne y affiliées, est réalisée dans les conditions prévues par les présents statuts et par le règlement d'administration intérieure prévu à l'article 53 des statuts.

Tous les salariés de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance qui détiennent des parts d'une Société Locale d'Épargne affiliée à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance, directement ou dans le cadre du Plan d'épargne Groupe, sont électeurs et éligibles.

Sont électeurs les salariés dont le contrat de travail est antérieur de six mois à la date de l'élection.

Sont éligibles les salariés dont le contrat de travail est antérieur d'un an à la date de l'élection.

S'il y a un seul siège à pourvoir, le membre est élu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours par l'ensemble des salariés sociétaires. Dans ce cas, toute déclaration de candidature pour être recevable doit comporter la désignation d'un suppléant répondant aux mêmes conditions d'éligibilité que le candidat, sachant que nul ne peut être suppléant de plusieurs candidats. Elle doit mentionner les noms, prénoms et adresse du candidat et de son suppléant et être signée par le candidat et son suppléant.

S'il y a plusieurs sièges à pourvoir, les membres sont élus par les salariés sociétaires, au scrutin de liste proportionnel sans panachage et sans modification dans le nombre et l'ordre de présentation des candidats, à la plus forte moyenne. Dans ce cas, pour être recevable, chaque liste doit comporter deux fois plus de candidats que de sièges à pourvoir et préciser l'ordre de présentation des candidats. Elle doit comporter noms, prénoms et adresses des candidats et être signée par chacun d'entre eux.

Toute candidature ou liste de candidatures, pour être recevable, doit être notifiée au président du directoire de la Caisse d'épargne ou à son délégué au plus tard 21 jours calendaires au moins avant la date des élections.

Le président du directoire ou son délégué arrête la ou les listes de candidats. Cette ou ces listes, selon le cas, sont affichées au siège de la Caisse d'épargne et de Prévoyance, et au siège des Sociétés Locales d'Épargne ou envoyées aux électeurs 15 jours calendaires au moins avant la date de l'élection.

Chaque électeur dispose d'une voix quel que soit le nombre de parts de Société Locale d'Épargne détenues.

Le vote a lieu par correspondance adressée au siège de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance.

En cas de scrutin uninominal, est déclaré élu le candidat ayant obtenu au premier tour la majorité des suffrages valablement exprimés et au deuxième tour le plus grand nombre de suffrages valablement exprimés.

En cas d'égalité des suffrages valablement exprimés, est déclaré élu le candidat ayant la plus grande ancienneté dans la Caisse d'épargne.

En cas de scrutin de liste proportionnel, il est attribué à chaque liste autant de sièges que le nombre de voix recueilli par elle contient le quotient électoral qui est obtenu en divisant le nombre de suffrages valablement exprimés par le nombre de sièges à pourvoir.

S'il reste un ou des sièges à pourvoir, le ou les sièges restants sont attribués sur la base de la plus forte moyenne.

Article 25 : Election des membres du COS par les collectivités territoriales sociétaires des Sociétés Locales d'Épargne affiliées à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance

Les représentants des collectivités territoriales sociétaires sont élus, dans les conditions prévues par décret, par un collège unique constitué par les maires, les présidents des conseils généraux et régionaux de ces collectivités parmi les membres de leurs assemblées délibérantes, au scrutin uninominal à deux tours, s'il n'y a qu'un siège à pourvoir, et au scrutin de liste proportionnel sans panachage et sans modification dans le nombre et l'ordre de présentation des candidats, à la plus forte moyenne, dans les autres cas.

Article 26 - Limite d'âge - Vacance - Démission - Révocation

1. Limite d'âge

L'âge limite pour l'exercice des fonctions de membre du COS est fixé à 72 ans. Lorsque cette limite d'âge survient en cours de mandat, l'intéressé est considéré démissionnaire d'office à partir de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui prendra acte de cette démission.

Le représentant permanent d'une personne morale est soumis à la même limite d'âge. Lorsque la limite d'âge est atteinte, la personne morale concernée doit procéder à son remplacement.

En outre, le nombre des membres du COS âgés de plus de 68 ans ne peut excéder le tiers du nombre des membres en fonction. Si cette limite est atteinte, le membre du Conseil le plus âgé est réputé démissionnaire à compter de la plus proche Assemblée Générale Ordinaire qui prendra acte de cette démission et nommera un nouveau membre en remplacement.

2. Vacance – démission – révocation de membres du COS élus par l'Assemblée Générale des Sociétaires

Toute personne physique ou toute personne morale membre du COS, qui perd la qualité d'administrateur d'une Société Locale d'Epargne affiliée à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance est réputée de plein droit démissionnaire de son mandat au COS.

En cas de vacance par décès ou par démission, d'un ou plusieurs sièges de membres du COS élus par l'Assemblée Générale des sociétaires, le COS est tenu de compléter son effectif dans le délai de trois mois à compter du jour où s'est produite la vacance dans les conditions prévues par la loi en respectant la répartition des sièges effectuées conformément à l'article 23 ci-dessus et au règlement d'administration intérieure.

En cas de révocation d'un membre du COS par l'Assemblée Générale des Sociétaires, celle-ci doit procéder à son remplacement dans les trois (3) mois en respectant la répartition des sièges effectuée conformément à l'article 23 ci-dessus et au règlement d'administration intérieure.

Il est procédé à la cooptation par le COS ou l'élection du ou des remplaçants en suivant les mêmes règles que celles visées à l'article 23 ci-dessus s'agissant du dépôt des candidatures et de la présentation des candidats au suffrage des électeurs.

A cet effet, la Société Locale d'Epargne ou les Sociétés Locales d'Epargne constituant un groupe ou formant un ensemble qui viendrait(ent) à ne plus être suffisamment représentée(s) au COS est(sont) tenue(s) de notifier au Président du COS de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance dans les trente (30) jours de la vacance ou de la révocation l'identité de ses (leurs) candidats pour le ou les sièges à pourvoir lui (leur) revenant.

3. Vacance – démission – révocation des membres du COS élus par les collectivités territoriales

En cas de vacance, dans les cas ci-dessus, d'un ou plusieurs sièges de membres du COS élus par les collectivités territoriales, il est procédé au remplacement dans les conditions prévues par décret, soit par le suppléant si le membre a été élu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours, soit par le premier candidat non élu de la liste, si le membre a été élu au scrutin de liste, soit par une nouvelle élection.

Les membres du COS élus par les représentants des collectivités territoriales ne peuvent être révoqués que pour faute dans l'exercice de leur mandat, par décision judiciaire, à la demande de la majorité des membres du COS en fonction y compris le ou les membres dont la révocation est demandée.

4. Vacance – démission – révocation des membres du COS élus par les salariés

Tout membre du COS qui perd la qualité de salarié de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance et/ou de sociétaire d'une Société Locale d'Epargne y affiliée est réputé de plein droit démissionnaire de son mandat au COS.

Les membres du COS élus par les salariés ne peuvent être révoqués que pour faute dans l'exercice de leur mandat, dans les mêmes conditions que pour la révocation des représentants des collectivités territoriales.

En cas de vacance par décès, démission, résiliation du contrat de travail, perte des conditions requises pour l'éligibilité et révocation, le représentant des salariés sociétaires est remplacé, selon le cas, soit par son suppléant s'il a été élu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours, soit par le premier candidat non élu de la liste, s'il a été élu au scrutin de liste.

Lorsque les dispositions ci-dessus ne permettent plus de pourvoir à une vacance, il est procédé en vue d'y pourvoir, à l'élection d'un membre par et parmi les salariés de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, sociétaires des Sociétés Locales d'Epargne y affiliées, dans les conditions prévues par l'article 24 des statuts.

5. Dispositions générales

Si, par suite de décès, démission ou révocation, le COS est composé de moins de dix-sept (17) membres, il peut valablement délibérer jusqu'à l'entrée en fonction du (ou des) remplaçants.

Dans tous les cas, le remplaçant n'est désigné que pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur.

Article 27 – Révocation collective des membres du COS par la CNCEP

La CNCEP peut procéder, notamment sur proposition du censeur nommé par elle, et après consultation du président du COS, à la révocation collective des membres du COS de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance dans les cas où il cesserait d'exercer ses fonctions ou prendrait des décisions non conformes aux dispositions législatives ou réglementaires ou aux instructions émises dans le cadre de ses compétences par la CNCEP. Dans ce cas, la CNCEP nomme une commission qui assume provisoirement les missions du COS de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance en attendant la désignation d'un nouveau COS.

Article 28 : Présidence et vice-présidence

28.1. Le COS désigne en son sein un président et un vice-président, obligatoirement des personnes physiques. Ils doivent être choisis parmi les membres du COS élus par l'Assemblée Générale des sociétaires. Ils sont nommés pour une durée au plus égale à celle de leur mandat de membre du COS.

Le président, et en cas d'empêchement, le vice-président, convoque le COS, en fixe l'ordre du jour, dirige les débats et préside la réunion.

Le président avise les Commissaires aux comptes des conventions autorisées par le COS en application des articles L.225-88 et suivants du code de commerce.

Le président du COS et un membre du COS désigné par cet organe représentent la Caisse d'Epargne et de Prévoyance au sein de la FNCEP.

28.2. Le COS peut désigner, en plus du Vice-président visé au 28.1 ci-dessus, jusqu'à 2 Vice-présidents.

Seul le Vice-président désigné en vertu du 28.1 ci-dessus, Premier Vice-président, dispose des pouvoirs énumérés à ce même article 28.1 et par la réglementation en vigueur.

28.3. Le Président et les Vice-présidents sont rééligibles.

Article 29 : Réunions du conseil

Le COS se réunit sur convocation du président aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins quatre fois par an pour entendre le rapport du directoire.

L'auteur de la convocation arrête l'ordre du jour, sur proposition ou après consultation du directoire.

Le COS est obligatoirement convoqué par le président ou en son absence par le vice-président lorsque la demande en est faite sur un ordre du jour déterminé, par un tiers au moins de ses membres, ou par un membre du directoire. Dans ce cas, le conseil doit être réuni dans les quinze jours.

A défaut de convocation dans ce délai, les auteurs de la demande peuvent procéder à la convocation en indiquant l'ordre du jour de la séance.

Les convocations sont adressées aux membres du COS et du directoire, par lettre simple, par télécopie ou par tout moyen télématique, 8 jours au moins avant la réunion, sauf urgence.

Le COS désigne un secrétaire choisi parmi ou en dehors des membres du COS.

Les membres du directoire assistent aux réunions du COS, sauf pour les questions qui les concernent personnellement.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit précisé dans l'avis de convocation.

Tout membre du conseil peut donner mandat à un autre membre de le représenter à une séance du conseil. Chaque membre ne peut disposer, au cours d'une même séance, que d'une seule procuration. Ces dispositions sont également applicables au représentant permanent d'une personne morale membre du COS.

Article 30 : Quorum et majorité

Le COS ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance qui participent à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence ou d'autres moyens de télécommunication permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective, conformément à la réglementation en vigueur. Cette disposition n'est pas applicable pour la vérification et le contrôle des comptes annuels et des comptes consolidés et pour l'établissement des rapports de gestion.

En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Article 31 : Registre de présence - Procès-verbaux

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les membres du COS et autres participants à la séance du conseil.

Chaque séance donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal qui indique le nom des membres du COS présents, excusés ou absents.

Le cas échéant, le procès-verbal consigne l'obligation de discrétion pour les personnes présentes à la réunion.

Le procès-verbal est revêtu de la signature du président de séance et d'au moins un membre du COS. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par au moins deux membres du COS.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial tenu conformément aux dispositions réglementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux sont valablement certifiés par le président du COS, le vice-président, un membre du directoire ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Article 32 : Pouvoirs du conseil d'orientation et de surveillance

Le COS exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par les présents statuts et par les dispositions légales et réglementaires.

Il exerce notamment le contrôle permanent de la gestion de la société assurée par le directoire.

A toute époque de l'année, il opère les vérifications et contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de ses missions.

Il présente à l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle ses observations sur le rapport de gestion du directoire, sur les comptes de l'exercice et sur les comptes consolidés.

Il veille au respect des recommandations formulées par l'inspection générale de la CNCEP et des décisions de la CNCEP.

Il examine le bilan social de la société.

Il autorise le Directoire à céder des immeubles par nature, des participations, en totalité ou en partie, et à constituer des sûretés en vue de garantir les engagements de la Société.

Il donne son avis au directoire :

- sur la création d'une Société Locale d'Epargne.

Il arrête, sur proposition du directoire :

- les orientations générales de la société,
- le plan de développement pluriannuel,
- le budget annuel de fonctionnement et le budget d'investissements
- le plan annuel de financement des projets d'économie locale et sociale, dans le cadre des orientations générales définies par la FNCEP et du montant global fixé par l'Assemblée Générale.

Article 33 : Comités spécifiques

Le COS fixe la composition des comités spécifiques dont la création, les règles de fonctionnement et les attributions sont fixées par la CNCEP.

Article 34 : Jetons de présence

Le COS répartit, dans le respect des barèmes fixés par la CNCEP, entre les membres du COS et éventuellement les censeurs nommés par l'Assemblée Générale, le montant total des jetons de présence votés par l'Assemblée Générale.

Article 35 : Conventions entre la société et l'un des membres du COS ou du directoire

Toute convention intervenant entre la société et l'un des membres du directoire ou du COS, directement, indirectement ou par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du COS.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise si l'un des membres du directoire ou du COS est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général ou membre du directoire ou du CS de ladite entreprise.

Ces conventions sont soumises à l'approbation la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 36 : Secret professionnel et obligation de discrétion

Tout membre du Conseil et toute personne appelée à assister aux réunions du Conseil sont tenus au secret professionnel et à une obligation de discrétion, dans les conditions prévues par les articles L.511-33 et L.571-4 du code monétaire et financier, et les dispositions du code de commerce.

Des manquements répétés ou présentant une certaine gravité sont susceptibles de constituer une faute dans l'exercice du mandat.

Article 37 : Censeurs élus par l'Assemblée générale ordinaire

Sur proposition du directoire, le COS soumet à l'Assemblée Générale Ordinaire la nomination de censeurs dans la limite de 6.

Ils sont nommés pour une durée au plus de 6 années qui expire à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Ils assistent avec voix consultative aux réunions du COS auxquelles ils sont convoqués dans les mêmes conditions que ses membres.

En cas de décès ou démission d'un censeur, le COS peut entre deux assemblées coopter un nouveau censeur pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur.

III - CENSEUR NOMME PAR LA CAISSE NATIONALE DES CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE

Article 38 : Nomination et pouvoirs du censeur

Le directoire de la CNCEP désigne un censeur auprès de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance.

Le censeur est chargé de veiller au respect, par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que des règles et orientations définies par la CNCEP dans le cadre de ses attributions.

Le censeur participe, sans droit de vote, aux réunions du COS de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance. Il peut demander l'inscription de tout sujet à l'ordre du jour ainsi qu'une seconde délibération sur toute question relevant de ses attributions.

En ce cas, il saisit sans délai la CNCEP de cette question. Il est avisé des décisions de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance et est entendu, à sa demande, par le directoire de celle-ci.

Le censeur peut proposer la révocation collective du directoire et/ou du COS de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance à la CNCEP qui statue après avoir entendu le président du COS.

TITRE IV

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 39 : Nomination et pouvoirs

1. Le contrôle des comptes de la société est exercé dans les conditions fixées par la loi, par un ou deux commissaires aux comptes titulaires remplissant les conditions légales d'éligibilités (et figurant sur la liste établie par la CNCEP).
2. Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices par l'Assemblée Générale Ordinaire. Ils peuvent être reconduits dans leurs fonctions.

L'Assemblée Générale Ordinaire nomme également un ou deux commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas d'empêchement, démission ou décès.

3. Les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confèrent les dispositions légales et réglementaires.
4. Les commissaires aux comptes sont convoqués à toute assemblée de sociétaires au plus tard lors de la convocation des sociétaires.
5. Les commissaires aux comptes doivent être convoqués à la réunion du directoire au cours de laquelle sont arrêtés les comptes de l'exercice. Ils peuvent être convoqués à toute autre réunion du directoire. Le délai de convocation est de trois jours au moins avant la réunion.
6. Les commissaires aux comptes peuvent être également convoqués à toute réunion du COS ou leur présence paraît opportune en même temps que les membres du COS.
7. La convocation des commissaires aux comptes à toutes ces réunions est faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

TITRE V

ASSEMBLEES

SECTION I : Dispositions applicables à toutes les assemblées.

Article 40 : Convocation des assemblées

Les assemblées sont convoquées et réunies dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

L'ordre du jour et le texte corrélatif des résolutions sont établis par l'auteur de la convocation.

Article 41 : Représentation des sociétaires et des titulaires de CCI

A défaut d'assister personnellement à l'assemblée, le sociétaire ou le titulaire de CCI, peut choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- donner une procuration à un autre sociétaire s'il s'agit d'une Assemblée Générale de sociétaires ou à un autre titulaire de CCI, s'il s'agit d'une Assemblée spéciale.
 - voter par correspondance,
 - adresser une procuration à la Caisse d'Épargne et de Prévoyance, sans indication de mandataire.
- et ce dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Article 42 : Bureau des assemblées

L'assemblée est présidée par le président du COS ou, en son absence, par le vice-président et en l'absence du président et du vice-président, par un membre du conseil spécialement délégué à cet effet. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée présents, et acceptant ces fonctions, qui disposent du plus grand nombre de voix. Le bureau désigne le secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des membres de l'Assemblée.

Article 43 - Feuille de présence

Il est tenu une feuille de présence, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Celle-ci est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

Article 44 : Procès-verbaux des délibérations

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux établis par les membres du bureau et signés par eux.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial tenu au siège social dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

Les copies ou extraits de procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiés par le président ou le vice-président du COS ou par un membre du directoire. Ils peuvent également être certifiés par le secrétaire de l'assemblée.

SECTION II : Assemblées générales de sociétaires

Article 45 : Assemblées générales ordinaires

Les Assemblées Générales Ordinaires sont celles qui prennent les décisions ne modifiant pas les statuts.

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les sociétaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins un cinquième des parts sociales ayant le droit de vote.

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie sur deuxième convocation délibère valablement quel que soit le nombre de sociétaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

Les délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire sont prises à la majorité des voix des sociétaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

L'Assemblée Générale Ordinaire, notamment :

- affecte, sur proposition du directoire, les résultats de l'exercice social dans les conditions prévues par la loi,
- fixe l'intérêt versé aux parts de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance, dans les limites fixées par les dispositions légales et réglementaires, éventuellement et avec l'accord de la CNCEP par prélèvement sur les réserves conformément à l'article 17 de la loi de 1947, ainsi que la rémunération des CCI.
- fixe le niveau de rémunération des parts sociales détenues par les sociétaires des Sociétés Locales d'Épargne, dans les limites fixées par les dispositions légales et réglementaires.

- procède à la nomination ou au renouvellement des mandats des commissaires aux comptes et des membres du COS élus par elle.
- statue sur les conventions visées à l'article L.225-86 du code de commerce.
- détermine, dans le respect des barèmes fixés par la CNCEP, le montant global des jetons de présence des membres de COS et des censeurs visés à l'article 37.

L'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes annuels de l'exercice écoulé est réunie dans le délai de quatre mois à compter de la date de clôture de l'exercice.

Article 46 : Assemblées Générales Extraordinaires

Les Assemblées Générales Extraordinaires délibèrent notamment sur toutes modifications des statuts, sur la dissolution de la Société ou sa fusion avec une autre société.

Les modifications statutaires nécessitent l'accord préalable de la CNCEP.

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les sociétaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le quart des parts sociales ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, le cinquième des parts sociales ayant le droit de vote suffit.

Les délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix des sociétaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

Article 47 : Droit de vote

Le nombre de voix dont dispose chaque Société Locale d'Epargne affiliée est fonction du nombre de parts dont elle est titulaire, sans qu'une même Société Locale d'Epargne puisse disposer de plus de 30 % du total des droits de vote dont peuvent disposer l'ensemble des sociétaires à l'Assemblée Générale et sans que le pourcentage des voix pouvant globalement être détenues par les Sociétés Locales d'Epargne composées majoritairement de personnes morales puisse dépasser 49 % des voix dont peuvent disposer l'ensemble des sociétaires de l'Assemblée.

Lorsque la part de capital que détient une Société Locale d'Epargne affiliée ou que détiennent les Sociétés Locales d'Epargne affiliées excède, selon le cas, 30 % ou 49 % du total des droits de vote, le nombre de voix attribué à chacune d'entre elles est réduit à due proportion.

SECTION III : Assemblées Spéciales

Article 48 : Assemblées des titulaires de CCI.

Les titulaires de CCI sont réunis en assemblée spéciale pour se prononcer sur toute modification de l'étendue de leurs droits ou sur la proposition de suppression de leur droit préférentiel de souscription.

Le droit de participer à l'assemblée est subordonné soit à l'inscription du titulaire de CCI sur les registres de la société (si ceux-ci sont nominatifs), soit à la présentation d'un certificat d'immobilisation si les titres sont au porteur, cinq jours au moins, avant la date de la réunion de l'assemblée.

Les titulaires de CCI disposent d'un nombre de voix égal à celui des certificats qu'ils détiennent.

L'assemblée spéciale ne délibère valablement que si les titulaires de CCI présents ou représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le tiers, et sur deuxième convocation, le cinquième des CCI. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée spéciale peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'Assemblée spéciale des titulaires de CCI statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les titulaires de CCI présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

TITRE VI

DUREE DE L'EXERCICE COMPTES ANNUELS - DETERMINATION ET AFFECTATION DES RESULTATS

Article 49 : Durée de l'exercice - Comptes annuels

L'exercice social a une durée de douze mois, il commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

La tenue de la comptabilité, l'établissement des comptes individuels annuels, des comptes consolidés, des documents financiers et le cas échéant des situations intermédiaires respectent les instructions de la CNCEP.

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance transmet à la CNCEP, dans les délais voulus, tous les documents et informations que cette dernière juge nécessaires à l'exercice de sa fonction d'organe central.

Les comptes individuels annuels, les comptes consolidés et les documents financiers sont tenus à disposition, publiés et déposés dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

L'ensemble des documents mis à la disposition des sociétaires ainsi que ceux destinés à l'information des déposants ou plus généralement des tiers sont établis et publiés conformément à la réglementation en vigueur et aux instructions de la CNCEP.

Article 50 : Détermination et affectation des résultats

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice (résultat net comptable).

Sur le bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé 5 % pour la dotation à la réserve légale et 5 % pour la dotation à la réserve statutaire tant que le total de la réserve légale et le total de la réserve statutaire n'atteignent pas chacun le montant du capital social.

Le solde après les prélèvements ci-dessus, augmenté le cas échéant du report à nouveau bénéficiaire, constitue les sommes disponibles qui seront réparties conformément à la loi et à la réglementation fixée par la CNCEP.

Le paiement de l'intérêt des parts sociales a lieu dans un délai maximum d'un mois après l'approbation des comptes.

Le paiement de la rémunération des CCI a lieu dans les 9 mois de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant approuvé les comptes.

Les modalités de paiement sont fixées par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les pertes, s'il en existe, sont reportées à nouveau.

TITRE VII

TRANSFORMATION - FUSION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 51 : Transformation - Fusion

1. Aucune modification entraînant la perte de la qualité de coopérative ne peut être apportée aux statuts, sauf si les conditions prévues à l'article 25 de la loi du 10 septembre 1947 sont réunies. Cette modification est soumise à l'autorisation préalable de la CNCEP après avis du conseil supérieur de la coopération.
2. Après en avoir informé la Commission Bancaire et sous réserve des compétences du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, le Conseil de Surveillance de la CNCEP, sur proposition du directoire de celle-ci, peut, lorsque la situation financière de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance le justifie, et nonobstant toutes dispositions ou stipulations contraires, décider la fusion de celle-ci avec une ou plusieurs personnes morales affiliées à la CNCEP, la cession totale ou partielle du fonds de commerce ainsi que la dissolution de celle-ci. Le COS et le Directoire de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance doivent au préalable avoir été consultés par le directoire de la CNCEP. Ce dernier est chargé de la liquidation de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance ou de la cession totale ou partielle du fonds de commerce de celle-ci.

Article 52 : Dissolution - Liquidation

1. L'Assemblée Générale Extraordinaire peut à toute époque, sur proposition du directoire, et après autorisation de la CNCEP, décider la dissolution anticipée de la Société.

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le directoire est tenu dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée, le tout conformément à la loi et aux règlements.

En tout état de cause, l'actif de la société doit excéder effectivement d'un montant au moins égal au capital minimum exigé des établissements de crédit le passif dont elle est tenue envers les tiers.

2. La société est en liquidation dès l'instant où sa dissolution est prononcée, sauf le cas prévu à l'alinéa 3 de l'article 1844-5 du code civil et sauf fusion ou scission.

L'Assemblée Générale règle, sur proposition du directoire, sous réserve des prescriptions légales impératives en vigueur, le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs. Cette nomination met fin au mandat des membres du directoire et du Conseil d'Orientation et de Surveillance et non à celui des commissaires aux comptes.

L'Assemblée Générale, régulièrement constituée, conserve pendant la liquidation les mêmes attributions que pendant le cours de la Société. Elle a notamment le pouvoir d'approuver les comptes de la liquidation et de délibérer sur tous intérêts sociaux.

Les liquidateurs représentent la Société. Ils sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable et éteindre son passif.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est dévolu par décision de l'Assemblée Générale à d'autres coopératives ou à des œuvres d'intérêt général ou professionnel.

TITRE VIII

REGLEMENT D'ADMINISTRATION INTERIEURE

Article 53 : Règlement d'administration intérieure

Les présents statuts sont complétés par un règlement d'administration intérieure conforme au modèle établi par la CNCEP. Il est adopté et modifié, après accord de la CNCEP, dans les mêmes conditions que les présents statuts.

TITRE IX

CONTESTATIONS

Article 54 : Compétence et élection de domicile

Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les sociétaires eux-mêmes au sujet des affaires sociales, soit entre les sociétaires et la société, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents. Toutefois, toutes les contestations qui peuvent s'élever, au sujet des affaires de la caisse, entre le directoire et le COS seront soumises préalablement à la conciliation de la CNCEP. Tous les litiges susceptibles de naître avec une autre Caisse d'Epargne et de Prévoyance et notamment, ceux relatifs à la délimitation de leurs ressorts territoriaux respectifs, seront soumis préalablement à l'arbitrage organisé par la CNCEP.

Article 55 : Action en responsabilité

Aucune décision de l'Assemblée Générale ne peut avoir pour effet d'écarter ou d'éteindre une action en responsabilité contre les membres du directoire ou contre l'un ou plusieurs des membres du COS.

L'action en responsabilité contre les membres du directoire, tant sociale qu'individuelle, se prescrit par trois ans à compter du fait dommageable ou s'il a été dissimulé, de sa révélation. Lorsque le fait est qualifié de crime, l'action se prescrit par dix ans.

L'action en responsabilité contre les membres du COS se prescrit dans les mêmes conditions.

*
* *